



KPMG Audit
7, boulevard Albert Einstein
BP 41125
44311 Nantes Cedex 3
France



23, rue Bernard Palissy
35000 Rennes
France

Ubisoft Entertainment S.A.

**Rapport des commissaires aux
comptes sur l'autorisation
d'attribution d'actions
gratuites existantes ou à
émettre**

Assemblée générale extraordinaire du 27 juin 2013 - résolution n° 22
Ubisoft Entertainment S.A.
107, rue Henri Fréville - BP 10704 - 35207 Rennes Cedex 2
Ce rapport contient 2 pages
Référence : FN-132-53



KPMG Audit
7, boulevard Albert Einstein
BP 41125
44311 Nantes Cedex 3
France



23, rue Bernard Palissy
35000 Rennes Cedex
France

Ubisoft Entertainment S.A.

Siège social : 107, rue Henri Fréville - BP 10704 - 35207 Rennes Cedex 2
Capital social : € 7 444 215,30

Rapport des commissaires aux comptes sur l'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre

Assemblée générale extraordinaire du 27 juin 2013 - résolution n° 22

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 225-197-1 du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre au profit des membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux de votre société et des sociétés qui lui sont liées, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de l'autoriser pour une durée de 38 mois à attribuer des actions gratuites existantes ou à émettre.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport sur cette opération à laquelle il souhaite pouvoir procéder. Il nous appartient de vous faire part, le cas échéant, de nos observations sur les informations qui vous sont ainsi données sur l'opération envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté notamment à vérifier que les modalités envisagées et données dans le rapport du Conseil d'administration s'inscrivent dans le cadre des dispositions prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du Conseil d'administration portant sur l'opération envisagée d'autorisation d'attribution d'actions gratuites.

Nantes, le 30 mai 2013

Rennes, le 30 mai 2013

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

MB Audit

Franck Noël
Associé

Roland Travers
Associé